



Cours de journalisme télévisuel au Cesti

étudier au Canada ou en tiers pays, et plus largement, l'ACDI accorde une assistance générale au secteur public dans ce domaine.

Voilà dans l'ensemble, l'essentiel des orientations de la coopération canadienne en Afrique à l'heure actuelle.

A la suite des bouleversements qui ont marqué l'économie mondiale en 1973-1974, le Canada n'a pas échappé à l'inflation galopante et à l'augmentation du chômage. A cette situation s'ajoute une dévaluation du dollar qui n'a pas été sans entraîner une baisse de la valeur réelle de l'aide canadienne, et cela, en dépit d'une augmentation monétaire. Mais il reste cependant, que l'allègement de la dette du Tiers monde a été proposé par le Canada et la CNUCED, en mars 1977,

comme élément de relance de l'économie mondiale. C'est ainsi qu'en Afrique le gouvernement canadien a converti en dons les prêts qui constituaient la dette publique bilatérale des pays les moins avancés.

Coopération institutionnelle

Bien que notre pays traverse une période de «contraction», le gouvernement canadien n'en fait pas moins ressortir sa volonté de coopération. L'ACDI poursuit présentement des activités au Tiers monde dans presque 80 pays, avec quelque 2,500 projets en état de réalisation et 10.000 contrats. Comme le Canada est en

période de transition, l'ACDI se penche actuellement sur l'orientation des années 80 au cours desquelles le Canada renforcera ses liens avec les Etats du continent africain, notamment par la coopération industrielle et par la coopération institutionnelle.

Pour les Africains comme pour les Canadiens, l'enjeu semble considérable. Car il ne faut l'oublier : l'Afrique francophone couvre 45 pour cent du continent, groupe 27 Etats et abrite presque le tiers de la population africaine. C'est bien là toute l'importance de la participation du Canada à la francophonie.

C'est bien là aussi, par une coopération réelle et fructueuse, la façon la plus novatrice de riposter à des défis nouveaux.